



## Pénurie dans les professions de la santé

### Discours de Josiane Aubert, conseillère nationale (VD)

*Seules les paroles prononcées font foi.*

La pénurie de personnel soignant est un thème récurrent ces dernières années dans le paysage politique suisse. Nombre d'interventions ont été déposées notamment au Parlement fédéral, sans que la situation ne s'améliore pour autant. L'imbrication des compétences fédérales et cantonales augmente d'autant la difficulté à avoir une vision claire, que ce soit du point de vue de la planification des besoins ou de celui du financement des formations dans le domaine concerné.

Or il y a urgence : les spécialistes du domaine signalent en effet que sans une politique active en matière de formation et de revalorisation des professions soignantes, la situation ne peut que se détériorer, surtout si l'on considère l'évolution démographique et la tendance à abrégé les séjours hospitaliers. A terme, tout le domaine médico-social risque d'être touché, que ce soient les soins hospitaliers, les soins à domicile ou encore les établissements médicosociaux. Si le taux d'occupation et la durée d'exercice des professionnel-le-s des soins et de l'accompagnement ne se modifient pas, ce ne sont pas moins de 2 500 personnes supplémentaires qui devront être formées chaque année au degré tertiaire dans le domaine des soins, 2 100 au degré secondaire II et 450 au niveau auxiliaire (aides-soignant-e-s). La pénurie de médecins est aussi inquiétante, avec un manque annuel de 300 à 400 praticiens. Au total, il manque donc, chaque année, près de 5 500 professionnel-le-s diplômé-e-s. Il faut se rendre à l'évidence : la Suisse ne forme pas assez, et ceci dans toutes les catégories de personnel !

Actuellement, le système suisse de santé vit grâce à l'apport d'un pourcentage important de personnel étranger dans tous les secteurs des soins. C'est grave : la Suisse, l'un des pays les plus riches du monde, se permet d'utiliser le potentiel de médecins et d'infirmier-e-s formé-e-s dans les pays voisins, créant un appel d'air qui est comblé par un jeu de dominos extrêmement malsain, dont les pays les plus pauvres font finalement les frais. Maintenir consciemment une telle situation est éthiquement inacceptable !

Trop peu de moyens financiers, trop peu de médecins de famille, trop peu de personnel qualifié avec pour conséquence une dégradation de la qualité. Il faut rectifier le tir avant qu'il ne soit trop tard. Le monde politique doit s'attacher dès aujourd'hui à développer des solutions en se demandant quel visage devra avoir le système de santé helvétique dans 10 ou 20 ans. Le diagnostic est des plus préoccupant et pour le PS Suisse, il y a nécessité d'agir, et vite !

Les causes de la pénurie dans les professions de la santé sont multiples. Les conditions de travail demeurent souvent insatisfaisantes : la charge de travail est élevée et la pénibilité importante. Les métiers de la santé sont surtout hautement féminisés et les salaires restent trop peu attractifs, tandis que les horaires rendent la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale très difficile. A cela s'ajoutent des mutations professionnelles, auxquelles il faut aussi faire face. L'augmentation du nombre de personnes âgées, voir très âgées, et du nombre de patient-e-s souffrant de poly-pathologies qui sont soigné-e-s par les centres

médicaux-sociaux entraînent aussi un changement dans l'organisation des soins. De plus, la prochaine introduction dans les hôpitaux des nouveaux systèmes de tarification au forfait par cas (DRG) dans toute la Suisse aura pour effet de raccourcir encore les séjours hospitaliers avec pour conséquence une prise en charge professionnelle beaucoup plus lourde des patient-e-s au niveau des centres et établissements médicaux-sociaux, ainsi que de l'aide à domicile.

Pour garantir des soins de qualité dans les hôpitaux, dans les établissements médico-sociaux et dans le secteur ambulatoire, il faut suffisamment de personnel qualifié. Cela signifie qu'il faut rendre les professions de la santé attractives et partant, qu'**il est nécessaire de trouver et d'investir davantage de moyens financiers dans la formation professionnelle et continue**, n'en déplaise à celles et ceux qui continuent de prôner des coupes budgétaires à tout vent dans la santé. Car la déqualification n'est pas une solution puisqu'elle entraîne notamment une baisse de la qualité des prestations, des surcoûts, ainsi qu'une incapacité d'adaptation à un environnement en changement perpétuel.

Il apparaît dès lors absolument nécessaire de soutenir les institutions de la santé dans leurs efforts pour augmenter la qualification de leur personnel, dans le but d'offrir à toute personne intéressée des opportunités de formation professionnelle en emploi ou des perspectives d'évolution dans leur carrière.

- la mission de formation des institutions doit être pleinement reconnue ; elles doivent recevoir les moyens de la conduire.
- une planification cantonale des besoins en matière de personnel de la santé doit être effectuée de manière systématique.
- Il s'agit d'encourager les cantons à soutenir les analyses des institutions visant à déterminer les profils adéquats des équipes, à trouver le bon équilibre en terme de métiers et de niveau de qualification en fonction de la mission à remplir.
- La création d'une base légale au niveau fédéral visant à mettre en place un suivi statistique global du personnel dans les soins s'avère être dans cette perspective un instrument nécessaire.
- Le PS Suisse soutient en outre la création de fonds cantonaux pour l'aide au financement des formations par les institutions.
- Des conditions de travail satisfaisantes et des salaires appropriés sont absolument nécessaires pour garder celles et ceux qui travaillent déjà dans ce secteur et éviter leur épuisement ; par exemple, la possibilité de prendre un congé sabbatique pourrait être une alternative intéressante pour ne pas perdre du personnel bien formé. Il est indispensable d'améliorer les possibilités de concilier tâches familiales et carrière professionnelle.

Pour le PS Suisse, **notre pays doit assumer ses responsabilités concernant la formation du personnel dans le domaine de la santé et respecter le « code de pratique mondial » relatif au recrutement international des personnels de santé établi par l'OMS**. Le PS Suisse, qui s'engage depuis toujours pour préserver un système de santé de qualité, estime que des solutions à ces problèmes complexes doivent être trouvées rapidement. **Il est irresponsable de se cacher derrière le fédéralisme, l'autonomie des universités ou celle des cantons et la liberté des « entreprises » de soins pour en rester au statu quo. C'est aujourd'hui qu'il s'agit de former les soignant-e-s qui s'occuperont de nous demain !**